

Master 2 Droit Immobilier des Affaires

Type de contrat

Contrat d'apprentissage

Durée de la formation

12 mois

492 heures

ECTS* : 60

*Système européen de transfert et d'accumulation
de crédits

Formation délivrée par



► Objectifs

Permettre aux étudiants d'exercer des fonctions de juriste d'entreprise spécialisé en immobilier des affaires ou de rejoindre avec cette spécialité un cabinet d'avocats ou une étude notariale abordant les questions et dossiers traitant de l'immobilier complexe ou en lien avec le monde de l'entreprise.

Ce diplôme leur donnera une connaissance fine et les instruments d'analyse des règles juridiques applicables aux opérations immobilières complexes conduites par les entreprises de promotion immobilière, du BTP, les collectivités territoriales, les établissements publics et préparées et vérifiées par des avocats, notaires et juristes spécialisés en droit immobilier.

Le diplôme a vocation à former des juristes spécialistes en leur permettant à la fois d'approfondir leur connaissance des règles fondamentales du droit privé (contrats, obligations, droit des biens, droit administratif) mais également l'acquisition des règles particulières du droit immobilier traitées par les spécialistes du droit des affaires et de l'entreprise (droit du financement, droit de l'urbanisme, droit de l'environnement, droit des assurances, ...).

► Accès au diplôme

Etre titulaire d'un Master 1 en droit privé (ou d'un diplôme équivalent) avec des acquis ou une expérience en droit immobilier. Mention(s) au(x) diplôme(s) fortement souhaitée.

Admission : sur dossier et entretien

Dépôt de candidature : d'avril à juin

► Rythme d'alternance

1 semaine en formation / 1 à 3 semaines en entreprise

Rentrée : septembre

Modalités pédagogiques : Méthodes mobilisées : L'acquisition des compétences et des connaissances se fait au travers de cours magistraux, de travaux dirigés, de travaux pratiques, de travaux de groupe et de mises en situation professionnelle.

► Contacts

Responsable pédagogique : Pierre-françois CUIF - pierrefrancois.cuif@univ-evry.fr et Marie-Elisabeth MATHIEU – marieelisabeth.mathieu@univ-evry.fr

Contact administratif : Agathe VERRIER - agathe.verrier@univ-evry.fr - Tél. : 01 69 47 70 40

Contact CFA EVE : Chargé(e) des relations entreprises : VARNEROT Florence - f.varnerot@cfa-eve.fr - Tél : 01 60 79 56 02 / Référent(e) handicap : DARRAC Elodie - e.darrac@cfa-eve.fr - Tél : 01 60 79 54 00 / [En savoir +](#)

Université d'EVRY PARIS-SACLAY -
UFR DSP
Boulevard François Mitterrand
91000 EVRY-COURCOURONNES



Programme de la formation

Semestre 1

Droit de la construction et responsabilité des constructeurs - Assurance constructive

- Droit de la construction et responsabilité des constructeurs

Vente immobilière et garanties - Garantie construction

- Pratique de la vente - Pratique notariale
- Atelier pratique - Vente - Financement
- Sûretés et garanties hypothécaires
- Atelier pratique - Garanties immobilières

Environnement du droit immobilier

- Fiscalité immobilière
- Anglais juridique appliqué à l'immobilier
- Droit pénal immobilier
- Pratique du contentieux immobilier

Semestre 2

Promotion immobilière

- Technique contractuelle (mutualisation avec CAC)
- Droit de la promotion immobilière
- Montage d'opérations immobilières

Baux et gestion immobilière

- Droit des baux commerciaux
- Baux d'habitation
- Baux et droit de préemption privé
- Atelier pratique - droit de préemption
- Droit de la copropriété

Droit de l'urbanisme et de l'environnement

- Droit de l'urbanisme
- Droit de l'environnement

Recherche et alternance

- Alternance et mémoire
- Colloque, journée d'études

Blocs de compétences

Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

Contribuer à la transformation en contexte professionnel

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Analyser, assister, et conseiller sur des problématiques de droit des affaires

- Réaliser une veille juridique complète afin d'identifier les différentes sources d'information
- Interpréter les dispositions internationales, européennes, nationales en droit des affaires en vue de s'adapter aux innovations constantes de la législation et de la jurisprudence
- Analyser la jurisprudence nationale et européenne pour en dégager la portée dans le contexte professionnel
- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un dossier afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
- Concevoir, à destination des entreprises et de leurs dirigeants des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires afin d'éclairer leurs actions
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit des affaires
- Conseiller sur les outils d'optimisation de l'implantation en France de sociétés étrangères et de l'implantation à l'étranger de sociétés françaises en vue d'accompagner le développement d'entreprises

Gérer la protection des intérêts juridiques d'une entité en mobilisant les dispositions et outils du droit des affaires

- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Evaluer les risques juridiques en vue de proposer des solutions de couverture des risques
- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
- Construire des modèles de prévention/ résolution des litiges pour sécuriser l'entreprise
- Concevoir et mettre en œuvre des procédures pour garantir le respect des obligations légales d'une entreprise
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
- Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre

- Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts

Fournir un appui juridique à la prise de décision en mobilisant le raisonnement juridique en droit des affaires

- Concevoir des documents de compréhension et d'analyse en vue d'une aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires
- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
- Identifier les questions juridiques soulevées par une situation de fait intéressant la vie de l'entreprise et proposer une solution

Négocier et rédiger des actes juridiques en droit des affaires

- Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties
- Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité
- Rédiger des actes juridiques nécessaires (contrats, statuts)
- Etablir les procès-verbaux d'assemblée générale ou de conseil d'administration

Gérer un contentieux en appliquant le droit des affaires

- Sélectionner le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques) pour régler le litige
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend
- Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse

Créer une entreprise et accompagner son fonctionnement, son développement, sa transmission, sa restructuration

- Choisir la forme juridique la plus adaptée
- Déterminer l'organisation optimale de la gouvernance
- Arrêter les clauses statutaires
- Mener l'ensemble des formalités de création
- Promouvoir l'éthique et la conformité au sein de l'entreprise
- Proposer les solutions fiscales et sociales adaptées à l'évolution de l'entreprise
- Suivre juridiquement les besoins de financement de l'entreprise
- Proposer les regroupements et/ou filialisations nécessaires
- Accompagner juridiquement le développement international de l'entreprise
- Accompagner l'entreprise dans le cadre de la prévention et du traitement de ses difficultés
- Conseiller le dirigeant d'entreprise
- Envisager la transmission à cause de mort de l'entreprise
- Accompagner la cession entre vifs à titre gratuit ou onéreux
- Accompagner la restructuration de l'entreprise en difficulté

Public concerné

Contrat d'apprentissage

- Avoir moins de 30 ans à la date de début du contrat,
- **et** être de nationalité française, ressortissant de l'UE, ou étranger en situation régulière de séjour et de travail.

La formation est gratuite pour l'alternant.

▶ Qui peut accueillir un jeune en contrat d'apprentissage ?

- **Toute personne physique ou morale de droit privé, assujettie ou non à la taxe d'apprentissage** : les entreprises, les sociétés civiles, les groupements d'intérêt économique, les associations...
- **Toute personne morale de droit public dont le personnel ne relève pas du droit privé** : l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics...

Marche à suivre

1. Candidater via le site du CFA, www.cfa-eve.fr ou directement auprès des écoles / universités partenaires concernées.
 2. Rechercher activement une structure d'accueil et répondre aux offres de nos partenaires.
 3. L'inscription n'est définitive qu'à la signature du contrat d'apprentissage.
-